

Mesdames, Messieurs

Le NPA et ses candidats partent de l'idée que la société doit assurer la satisfaction des besoins principaux de l'être humain et que par ailleurs les liens sociaux sont des constructions historiques qui font l'objet d'invention et de renouvellement permanents. Derrière le terme de famille on retrouve des formes très diverses qui toutes méritent d'être entendues, sans qu'aucune ne doive être privilégiée.

- 1) C'est pourquoi dans la mesure où votre association représente un éventail très large de situations, elle mérite d'être consultée lors des décisions concernant la politique familiale ou sociale, sans forcément pouvoir ou vouloir prétendre représenter toutes les formes existantes de famille . Ceci pour répondre à la première question.
- 2) Il va de soi qu'une réforme fiscale d'ampleur s'impose pour corriger de multiples formes d'inégalités et d'injustices. En particulier la suppression du quotient familial est une exigence, dans la mesure où il désavantage les familles les moins aisées. Notre préférence va à une déduction forfaitaire pour chaque enfant, indépendamment du revenu et éventuellement complétée par une subvention du même ordre pour les parents non imposables, ce qui permet de prendre en compte le coût de l'éducation des enfants sans accentuer les inégalités comme le fait le quotient familial. Tant que les sources de financement de la protection sociale ne sont pas modifiées, ce volet fiscal coexisterait avec un système d'allocations familiales.
- 3) Il ne nous paraît pas indispensable de privilégier le mariage, dans la mesure où aujourd'hui il est loin de représenter le cadre exclusif de la reproduction (la moitié des enfants naissent en France aujourd'hui hors mariage), mais puisque les choix sexuels sont de l'ordre de la liberté individuelle et que certains sont exclus des avantages légaux et pratiques du mariage, il paraît juste de les ouvrir aux couples homosexuels. Ce qui conduit logiquement à reconnaître ce qui existe déjà: la parentalité de ces couples.
- 4) Les questions du pouvoir d'achat, de l'endettement, du logement et de la santé touchent tout le monde et ne pourront être résolues que par des mesures énergiques pour lutter contre l'inégalité croissante: réévaluation importante du SMIC (1700 € net) et des salaires et minima sociaux, une politique du logement arrachée à la loi du profit, un investissement massif dans la santé et la protection sociale avec la fin des mesures régressives qui se sont multipliées etc., bref une société qui mette au centre les besoins de la population travailleuse et non les profits scandaleux de quelques-uns.
- 5) Enfin plus précisément concernant la parentalité et la petite enfance , nous sommes favorables à un service public de la petite enfance qui pourrait intervenir dès la naissance et qui intégrerait les systèmes de crèche et de garde existants et qui compléterait et entourerait l'école maternelle dotée des moyens nécessaires pour notamment permettre l'accueil dès deux ans lorsque les parents le jugent adapté. La question du financement renvoie à la redistribution des richesses évoquée plus haut.